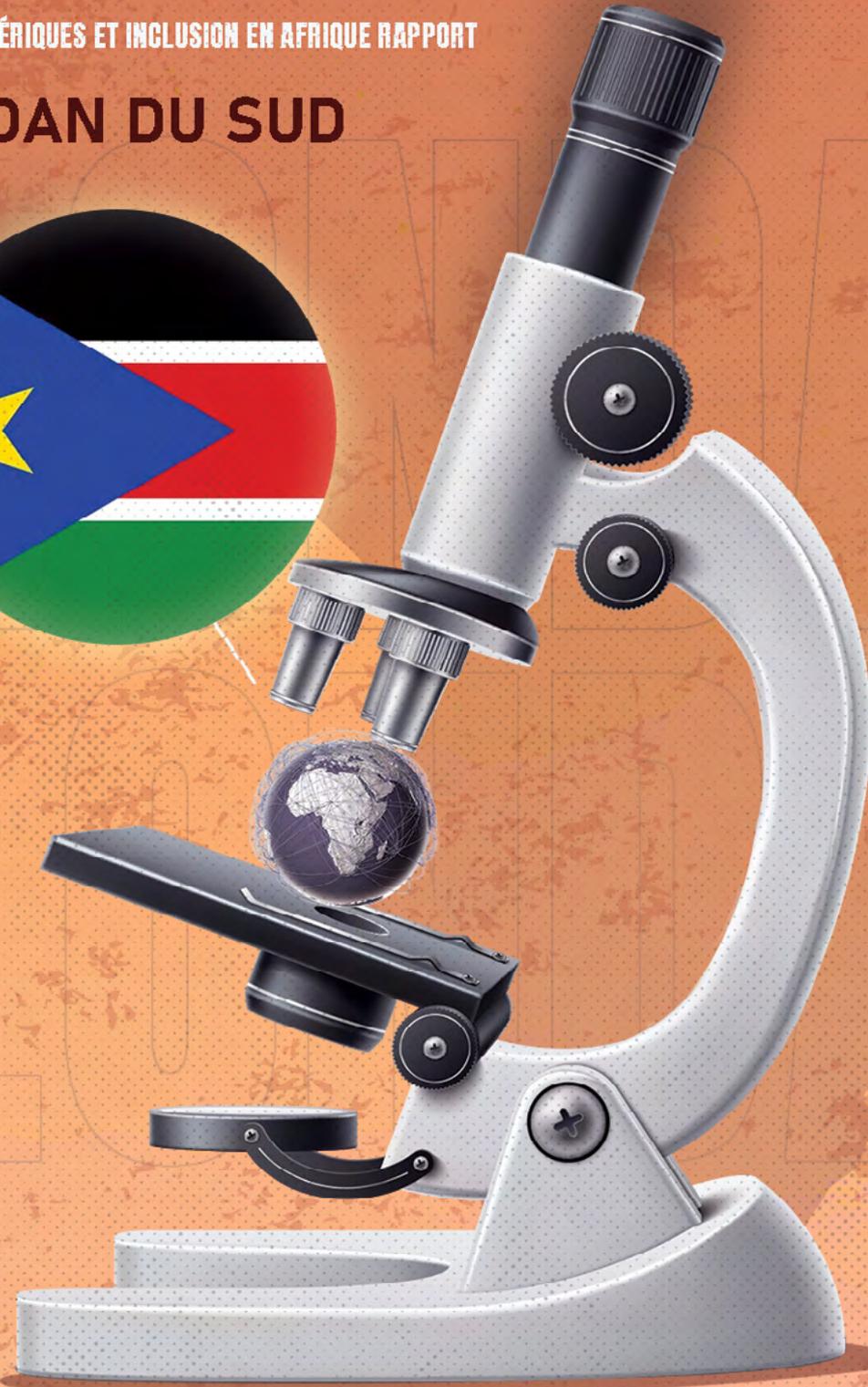
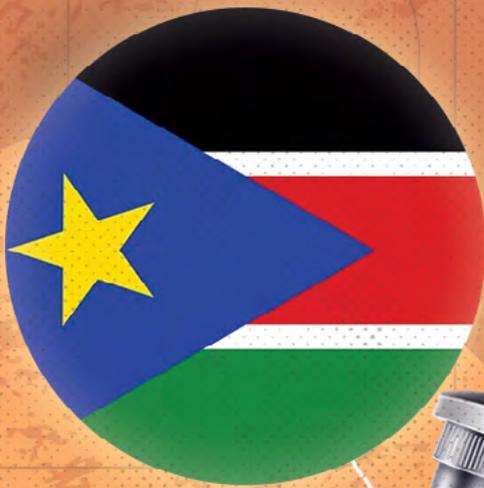


LONDA

DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION EN AFRIQUE RAPPORT

SOUDAN DU SUD



LONDA

Rapport 2022 sur les droits numériques et l'inclusion en Afrique

Publié par Paradigm Initiative
374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria
Email: media@paradigmhq.org
www.paradigmhq.org

Publié en avril 2023

Rapport produit par Paradigm Initiative
Conception et mise en page par Kenneth Oyeniyi

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales sous n'importe quelle forme à condition que les éditeurs en soient dûment crédités et que le travail soit présenté sans aucune distorsion.

Copyright © 2023 Paradigm Initiative



Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)

ISBN: ISBN: 978-978-797-8980-8

Soudan du Sud



► Résumé exécutif

Ce rapport de recherche donne un aperçu des droits numériques et de l'inclusion au Soudan du Sud. Il examine la loi provisoire sur la cybersécurité et l'utilisation abusive des ordinateurs (loi sur la cybersécurité) récemment promulguée. Le rapport analyse également les développements du Soudan du Sud en matière de gouvernance des données, l'utilisation et le succès du Fonds d'accès aux services universels (USAF), ainsi que les croissances et les obstacles dans le secteur des TIC au Soudan du Sud. Les informations contenues dans ce rapport ont été recueillies par le biais de recherches sur le terrain et de documents. Des entretiens individuels avec des militants de la technologie, des droits de l'homme et de la société civile ont été menés pour connaître leur point de vue sur la loi sur la cybersécurité. La plupart des répondants ont révélé qu'ils étaient au courant des sanctions prévues par la loi et qu'ils pourraient facilement devenir victimes de la loi. En matière de gouvernance des données, de développement de l'USAF et des TIC, il a été identifié que le Soudan du Sud n'a pas de loi sur la protection des données et n'a pas ratifié la Convention de Malabo.



Introduction

12 ans d'indépendance et après 21 ans de guerre civile brutale avec le Soudan, le Soudan du Sud a des infrastructures très médiocres. Plus précisément, les développements technologiques sont au point mort. En 2020, l'Université Tufts a classé le Kenya, le Rwanda et la Tanzanie comme des pays leaders en matière de croissance et de développement numériques en Afrique de l'Est. Pendant ce temps, le Soudan du Sud, l'un des pays les plus jeunes d'Afrique¹, a besoin d'une transformation technologique pour permettre le développement économique et renforcer la liberté d'expression et l'accès à l'information. L'article 22 de la Constitution de transition de la République du Soudan du Sud de 2011 garantit le droit à la vie privée. Le Soudan du Sud a ratifié la Convention internationale relative aux droits civils et politiques (PIDCP), qui prévoit le droit à la vie privée en vertu de l'article 17, et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, dont l'article 5 prévoit le droit au respect de sa dignité, qui comprend le droit à la vie privée². Cependant, le Soudan du Sud n'a pas encore signé et ratifié la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) évoluent rapidement dans le pays et, par conséquent, la technologie pourrait stimuler le développement économique.



¹ East African Communities Republic of South Sudan <https://www.eac.int/eac-partner-states/south-sudan> (consulté le 7 février 2023).

² Constitution de transition de la République du Soudan du Sud, 2011 <https://www.refworld.org/pdfid/5d3034b97.pdf> (consulté le 7 février 2023).

³ Cybercrime and Computer Misuse Provisional Order, 2021 (l'Ordonnance) <https://dr.211check.org/wp-content/uploads/2022/05/Cyber-crimes-and-Computer-Misuse-Provisional-Order.pdf> (consulté le 4 février 2023).

Analyse par Pays

Liberté d'Internet



À la mi-septembre 2022, le Soudan du Sud a promulgué l'ordonnance provisoire de 2021 sur la cybercriminalité et l'utilisation abusive des ordinateurs (l'ordonnance)³. Le projet de loi a été rédigé par le Ministère national de la justice et des affaires constitutionnelles et transmis directement au Bureau du Président, où il a été approuvé et promulgué. Bien qu'il s'agisse d'une législation opportune pour contrer les défis liés à la numérisation accrue, l'Ordre contient des dispositions préoccupantes pour l'adoption

des technologies de l'information et de la communication et la jouissance des droits et libertés en ligne. Les militants des droits ont critiqué la nouvelle loi sur l'utilisation abusive de l'ordinateur, arguant qu'elle pourrait restreindre la liberté de la presse et la liberté de parole et d'expression. Le Soudan du Sud s'est engagé à respecter la liberté d'expression et l'accès à l'information en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. À ce titre, les lois doivent refléter les engagements concernés. Le but de l'ordonnance, en vertu de l'article 3, est "de protéger et de prévenir tout crime commis par ordinateur ou système informatique, Internet ou toute activité connexe"⁴.

Il est nécessaire de protéger les utilisateurs des TIC contre la cybercriminalité en garantissant une utilisation gratuite d'Internet. L'ordonnance, cependant, contient des dispositions vagues à l'article 5 pour les délits de contenu indécent et de pornographie qui peuvent porter atteinte de manière injustifiée à la liberté d'expression. L'article 18 crée le délit de publication de contenu indécent avec une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 3 ans pour ce délit et constitue une menace pour la liberté d'expression. Les limitations des droits doivent être conformes aux normes internationales lorsque les limitations ne sont pas trop larges⁵.

L'ordonnance, en vertu des sections 23 (c) et (d), reconnaît la nécessité de protéger les enfants contre la pornographie enfantine et l'exploitation sexuelle potentielle en pénalisant la publication de pornographie enfantine et la sollicitation sexuelle d'enfants. Ceci est progressif à l'ère numérique pour assurer la sécurité des enfants. De même, l'article 24 interdit la transmission de pornographie juvénile. Une personne pénalement responsable en vertu de cet article pourrait encourir jusqu'à 10

⁴ Cybercrime and Computer Misuse Provisional Order, 2021 (l'Ordonnance) <https://dr.211check.org/wp-content/uploads/2022/05/Cyber-crimes-and-Computer-Misuse-Provisional-Order.pdf> (consulté le 4 février 2023).

⁵ Cybercrime and Computer Misuse Provisional Order, 2021 (l'Ordonnance) <https://dr.211check.org/wp-content/uploads/2022/05/Cyber-crimes-and-Computer-Misuse-Provisional-Order.pdf> (consulté le 4 février 2023).

⁶ Cybercrime and Computer Misuse Provisional Order, 2021 (l'Ordonnance) <https://dr.211check.org/wp-content/uploads/2022/05/Cyber-crimes-and-Computer-Misuse-Provisional-Order.pdf> (consulté le 4 février 2023).

⁷ Commission africaine des droits de l'homme et des peuples Déclaration de principes sur la liberté d'expression et l'accès à l'information en Afrique (Principe 22) https://www.achpr.org/public/Document/file/English/Declaration%20of%20Principles%20on%20Freedom%20of%20Expression_ENG_2019.pdf (consulté le 4 février 2022).

⁸ Data Reportal Digital 2022 : Soudan du Sud <https://datareportal.com/reports/digital-2022-south-sudan> (consulté le 22 janvier 2023)

⁹ La technologie de l'information du projet Borgen au Soudan du Sud <https://borgenproject.org/information-technology-in-south-sudan/#:~:text=In%20South%20Sudan%2C%20nearly%2080,valuable%20international%20and%20informations%20régionales%20> (consultées le 7 février 2023)

ans d'emprisonnement, une amende ou les deux. L'article 23(c) sanctionne quiconque « publie de la pornographie enfantine, la met à disposition, facilite l'accès à de la pornographie enfantine par le biais d'un ordinateur ou d'un système informatique »⁶.

De plus, l'article 23(d) pénalise quiconque « propose, prépare, sollicite à rencontrer un enfant pour se livrer à des activités sexuelles ou produit du contenu pornographique à l'aide d'un ordinateur ou d'un système informatique ». De nombreux militants internationaux et nationaux de la technologie et de la société civile considèrent ces dispositions comme louables. L'ordonnance, à l'article 19, criminalise la publication de fausses nouvelles avec une peine de prison pouvant aller jusqu'à 5 ans. La criminalisation des fausses nouvelles est fortement découragée par les normes internationales car elle porte atteinte à la liberté d'expression⁷. 3000 personnes ont répondu aux questionnaires envoyés par ce chercheur menant des recherches sur le terrain pour savoir s'ils étaient au courant de l'Ordre et de l'infraction créée par celui-ci. Les résultats ont révélé que 80 % des personnes interrogées étaient au courant des délits d'"utilisation abusive de l'ordinateur", tandis que 20 % n'étaient pas au courant de ces délits. De plus, 81% des personnes interrogées ont révélé qu'elles étaient au courant du crime de "contenu indécent", tandis que 19% ont déclaré ne pas être au courant. Enfin, 83% des répondants ont admis avoir connaissance du fait que la pornographie était un crime, tandis que 17% n'avaient aucune idée du crime. Les résultats ont révélé une connaissance générale de la loi.

Accès Internet et perturbations

Selon l'Autorité nationale des communications du Soudan du Sud (la Commission), en décembre 2022, la Commission travaillait avec plus de 20 fournisseurs de services internes (FAI) et trois opérateurs de réseaux mobiles (MBO) pour accroître l'accès à Internet. La pénétration d'Internet au Soudan du Sud était estimée à 10,9 % en janvier 2022⁸. Environ 80 % des Sud-Soudanais vivent dans des zones rurales, ce qui montre la

nécessité d'étendre l'accès au haut débit pour les communautés rurales⁹.

Bien qu'aucune interruption d'Internet n'ait été enregistrée en 2022, le Soudan du Sud a l'habitude de perturber l'accès à Internet. Le 29 août 2021, le Soudan du Sud a interrompu Internet jusqu'au 30 août 2021, avant les manifestations prévues par la Coalition populaire pour l'action civile¹⁰. Le ministre de l'Information, Michael Makuei, aurait imputé cette perturbation à un "problème technique"¹¹.

Liberté d'expression et liberté des médias

Les habitants du Soudan du Sud utilisent les médias sociaux pour influencer les politiques. Cela est dû à un environnement fermé pour la liberté de réunion et d'expression hors ligne, qui a fait de nombreux internautes sud-soudanais dans le pays et dans la diaspora tirer parti de la présence des médias en ligne pour défendre différents intérêts. L'utilisation des médias en ligne pour la liberté d'expression ne s'est pas bien déroulée pour certaines célébrités qui se sont retrouvées derrière les barreaux pour avoir exprimé leurs opinions. Un exemple est l'arrestation en 2021 de l'artiste musical Larson Agok, qui a été arrêté puis relâché pour avoir utilisé son compte Facebook pour se demander pourquoi le président Salva Kiir ne rendait pas visite à la population souffrante de la région de Bahr-el-Ghazal¹².

En 2022, le Soudan du Sud s'est classé 128e sur 180 pays dans l'Indice mondial de la liberté de la presse¹³, avec des journalistes confrontés à la censure, aux menaces et à l'intimidation, aux arrestations illégales et à la mort. Les journalistes supportent le gros de la couverture de l'actualité et l'espace en ligne permet un partage rapide des informations.

En mars 2022, l'ancien rédacteur en chef d'Eye Radio, Woja Emmanuel, aurait été enlevé et torturé dans la capitale, Juba, pour ses reportages à caractère politique, tandis qu'Eye Radio recevait des menaces de censure¹⁴. Les experts disent que l'avenir de la liberté de la presse dans ce pays est encore sombre, certaines organisations comme le

¹⁰ NetBlocks Internet interrompu au Soudan du Sud avant les manifestations antigouvernementales prévues <https://netblocks.org/reports/internet-disrupted-in-south-sudan-amid-anti-Gouvernement-protests-oy9Y6My3> et <https://www.Reuters.com/world/africa/internet-disrupted-streets-quiet-south-sudan-after-call-protests-2021-08-30/> (consulté le 7 février 2023).

¹¹ All Africa South Sudan: Internet Down Due to 'Technical Problem' - Minister <https://allafrica.com/stories/202108310184.html> (consulté le 7 février 2023).

¹² Radio Tamazuj Le chanteur populaire Larson Angok arrêté à Wau <https://radiotamazuj.org/en/news/article/popular-singer-larson-angok-arrested-in-wau> (consulté le 7 février 2023).

¹³ Reporters sans frontières Soudan du Sud <https://rsf.org/en/country/south-sudan> (consulté le 7 février 2023).

Club national de la presse, l'Union des journalistes du Soudan du Sud et le Comité pour la protection des journalistes se tenant aux côtés des médias. Le gouvernement doit faire davantage pour améliorer l'état des médias dans le pays.

Gouvernance des données

Le Soudan du Sud dispose d'une loi nationale sur la protection des données mais n'a pas ratifié la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles (Convention de Malabo). Actuellement, le Ministère des télécommunications et des services postaux assure la surveillance, régleme et autorise les entreprises de télécommunications locales.¹⁵ La façon dont les données sont stockées dans certaines installations des secteurs public et privé entraîne parfois une perte de données, simplement parce que la plupart des données sont stockées au format analogique et seulement quelques-unes au format numérique. En ce qui concerne les identifications numériques, le directeur du Département de la nationalité, des passeports et de l'immigration au Soudan du Sud a souligné que son département était sur le point de déployer les passeports électroniques en 2023.¹⁶

EXAMEN DU FONDS POUR L'ACCÈS ET LES SERVICES UNIVERSELS (USAF)

Le Soudan du Sud dispose d'un Universal Services and Access Fund (USAF). L'USAF est établie par l'article 73 de la National Communication Authority Act de 2012 (NCA).¹⁷ Il a été opérationnalisé en octobre 2019. L'article 73 (2) de la NCA stipule que les principaux objectifs de l'USAF doivent être de développer et de déployer des services de communication pour couvrir l'ensemble de la population du Soudan du Sud, y compris les zones urbaines et rurales.

En outre, les objectifs de l'USAF, comme stipulé



à l'article 74, comprennent la promotion d'une utilisation accrue d'outils et d'équipements de pointe et l'encouragement d'une utilisation plus large des applications et des services électroniques pour les zones rurales et urbaines du Soudan du Sud, et l'amélioration des progrès de la recherche et du développement au sein de le domaine de la communication et la promotion de l'utilisation des technologies de pointe.

Cependant, peu a été fait jusqu'à présent pour atteindre les objectifs de l'article 74. Aux termes des procédures d'exploitation et de mise en œuvre standard provisoires du secrétariat de l'USAF, « les titulaires de licences de communications sont tenus de verser un prélèvement légal de 2 % sur leurs revenus bruts annuels », ce qui est une

¹⁴ L'espace médiatique censuré d'Ijnet au Soudan du Sud oblige les journalistes à quitter la profession <https://ijnet.org/en/story/south-sudan%E2%80%99s-censored-media-space-forcing-journalists-quit-profession#:~:text=Il%20a%20mis%20en%20surbrillance%20un%20cas%20de,avant%20d%27%C3%A9chapper%20il%20ajouté>.

¹⁵ Télécommunications du Soudan du Sud <https://dlca.logcluster.org/display/public/DLCA/3.4+South+Sudan+Telecommunications> (consulté le 7 février 2023).

¹⁶ EyeRadioSouth Sudan to roll out EAC e-passport early 2023 <https://www.eyeradio.org/south-sudan-to-roll-out-eac-e-passport-early-2023/> (consulté le 7 février 2023).

¹⁷ National Communication Authority Act 2012 <https://ictpolicyafrica.org/en/document/bfc7dffmhxj?page=37> (consulté le 7 février 2023).

¹⁸ USAF Secretariat Interim Standard Operating and Implementing Procedures http://usaf.gov.ss/wp-content/uploads/2020/10/Reviewd_Draft_SOIP_to_be_Submitted.pdf (consulté le 7 février 2023).

¹⁹ Stratégie révisée de développement national du Soudan du Sud 2021-2024 <https://www.undp.org/south-sudan/publications/revised-national-development-strategy-south-sudan-2021-2024> (consulté le 8 février 2023).

contribution au développement des services de communication dans les zones rurales du Soudan du Sud.¹⁸ Cependant, les informations sur le montant exact des sommes collectées par le Fonds ne sont pas facilement accessibles.

DÉVELOPPEMENTS DANS LES TECHNOLOGIES DES TIC ET DE L'INGÉNIERIE

Le Soudan du Sud n'a pas de stratégie nationale d'intelligence artificielle. La Stratégie révisée



de développement national du Soudan du Sud (2021-2024), cependant, identifie l'infrastructure inadéquate, telle que la capacité et la pénétration d'Internet, comme un domaine qui nécessite un développement. L'objectif, en termes de stratégie, est d'aider le secteur privé à accroître l'accessibilité et l'abordabilité des services Internet grâce à la

fourniture d'une capacité à large bande accessible à tous les États.¹⁹ Le ministère de l'Information combine les TIC, les services de radiodiffusion et le bureau des médias du gouvernement - des événements qui réduisent l'accent mis sur l'élaboration d'une stratégie nationale d'infrastructure des TIC. L'ANC a tenu une réunion publique avec différentes parties prenantes pour s'engager dans les domaines nécessitant un développement dans le secteur des communications au Soudan du Sud, conformément au mantra de connecter le Soudan du Sud, soulignant l'engagement à garantir des opportunités pour les jeunes dans l'innovation.²⁰

²⁰ Sudan Tribune Connecting South Sudan featuring National Communication Authority <https://sudantribune.com/article268029/> (consulté le 7 février 2023).

Conclusion et Recommandations

Pour avoir un environnement favorable au Soudan du Sud, il est nécessaire de donner la priorité à une stratégie nationale d'intelligence artificielle et de promulguer des lois sur la protection des données qui permettront aux citoyens d'être en sécurité lorsqu'ils coexistent avec les technologies émergentes. Le Soudan du Sud est toujours en train de déployer sa stratégie haut débit pour accroître l'infrastructure Internet. Cela garantira des étapes tangibles dans la réalisation des objectifs de développement durable. Compte tenu de l'analyse contenue dans ce rapport, les recommandations suivantes sont formulées.

GOUVERNEMENT	ACAMEDIA	SECTEUR PRIVÉ
<ul style="list-style-type: none"> ● Créer un environnement sûr pour la liberté d'internet en modifiant l'Ordonnance sur la cybercriminalité et l'utilisation abusive de l'ordinateur après des consultations publiques adéquates. ● Éduquer le public sur les crimes énoncés dans la loi pour le sensibiliser. ● Promulguer une loi sur la protection des données et fournir des ressources pour le renforcement des capacités et le perfectionnement des personnes, afin que la politique soit correctement mise en œuvre. ● Mener des consultations nationales appropriées sur le projet de loi sur la protection des données avant qu'il ne soit soumis au parlement afin qu'il ne viole pas la liberté d'expression et la vie privée. ● Outre les représentants du secteur des télécommunications, le conseil d'administration de l'USAF du Soudan du Sud doit également avoir une représentation de la 	<p>Recommandations au milieu universitaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Il est nécessaire que le milieu universitaire mène des recherches approfondies dans différents domaines numériques pour des décisions futures mieux informées pour le secteur privé, le gouvernement et la communauté des donateurs. 	<p>Recommandations au secteur privé :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Lors de la fourniture de services Internet, le secteur privé ne doit pas céder aux pressions contraires à l'éthique du gouvernement pour autoriser l'accès illégal aux données personnelles et abuser des droits numériques, en particulier le blocage des réseaux et services Internet. ● Le secteur privé devrait également investir davantage dans la culture numérique de son personnel, dans des installations de stockage de données appropriées et dans la garantie que les données sont correctement conservées pour référence future. ● Enfin, le secteur doit investir davantage dans l'infrastructure des TIC. Cela incitera d'autres investisseurs potentiels à renforcer leur soutien à l'investissement.

GOUVERNEMENT	ACAMEDIA	SOCIÉTÉ CIVILE
<p>société civile afin que son travail soit suivi et supervisé de manière appropriée.</p> <ul style="list-style-type: none">● Assurer plus de transparence sur le montant exact de l'USAF.		



www.paradigmhq.org

Droits d'auteur © 2023